

<https://enseignants.se-unsa.org/Pas-de-notation-pendant-le-confinement>



Pas de notation pendant le confinement

- Je suis... - Prof de lycée pro -

Date de mise en ligne : mercredi 1er avril 2020

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

Cette période de confinement est inédite et particulièrement éprouvante. Au-delà de la crise sanitaire, la question de la continuité pédagogique confine à l'acharnement.

Enseignants et parents d'élèves font les frais de ces injonctions notamment sur la question de la notation.

Une pression supplémentaire sur les collègues

« Bienveillance » doit être le maître-mot de cette période de confinement pendant laquelle tous nos repères sont perturbés.

En effet, il est compliqué pour les enseignants de maintenir le lien avec les élèves dans certains cas. Les problèmes techniques, les rapports distendus de certains élèves avec le système scolaire rendent cette tâche difficile pour ne pas dire impossible.

En voie professionnelle par exemple, il apparaît qu'une part importante d'élèves, bien supérieure au 8 % de jeunes « perdus de vue », n'a plus de contacts avec l'institution scolaire.

Malgré les efforts incessants des personnels qui redoublent d'ingéniosité pour contourner les obstacles, la situation reste délicate.

Exiger le maintien d'une notation pour cette période n'a pas grand sens et alourdit la charge mentale des collègues autant que leur charge de travail.

D'ailleurs, la notation, qui risque de ne pas « servir », doit être repensée à cette occasion. Si des mesures exceptionnelles sont à prévoir pour les examens, on peut aisément imaginer une suspension pure et simple des notes au 3e trimestre.

Ne pas noter, ne veut pas dire ne pas corriger, ne pas apporter des remédiations, ne pas expliquer. C'est bien là la mission première d'un enseignant qui a plus à cœur de s'assurer que ses élèves ont compris plutôt que de mettre à tout prix des notes pour calculer une moyenne, somme toute, assez relative.

Cette crise sanitaire nous aura enseigné qu'il faut savoir revenir à l'essentiel, il ne faudrait pas oublier cette leçon.

Le creusement des inégalités

Les familles ont besoin d'un discours de vérité, d'une parole publique lucide et reponsable qui tienne compte des réalités du terrain, fussent-elles inquiétantes ou déplaisantes.

D'abord, tout comme les enseignants, les parents ne sont pas dupes et sont conscients de la valeur toute relative des notes dans ce contexte particulier.

Par ailleurs, les inégalités constatées lors de la mise en place chaotique de la « continuité pédagogique » sont malheureusement appelées à se creuser.

En fonction du contexte familial, des difficultés techniques, des territoires et des disciplines, on déplore déjà une grande disparité.

De plus, les familles ont souvent les pires difficultés à concilier la poursuite de leur activité professionnelle et le suivi de leurs enfants à la maison. Les tensions sont parfois manifestes.

Le but n'est pas de complexifier davantage les liens parfois difficiles que certains de nos élèves, souvent les plus fragiles, entretiennent avec l'école.

Les notes peuvent parfois rassurer mais aujourd'hui il faut changer de focale.

Plus que jamais, il faut alléger la pression et travailler moins pour travailler mieux.

L'enjeu est évidemment plus important pour les classes à examens et les parents d'élèves sont inquiets.

Le ministère se doit de leur apporter des garanties sur le maintien de l'équité et les rassurer sur la bonne tenue des examens.

L'avis du SE-Unsa

Il convient de clarifier le discours concernant la continuité pédagogique.

Le SE-Unsa plaide pour une continuité de la scolarité qui exploite toutes les ressources et les méthodes disponibles pour maintenir un véritable lien entre l'école et les élèves.

Au-delà du débat sur le sens des notes et la fiabilité des concepts de notation, cette injonction n'a pas sa place dans ce contexte inédit.

L'heure est à l'apaisement et à la confiance. Les enseignants ne doivent pas être sommés de justifier leur travail en multipliant des contrôles et le travail des élèves ne saurait se résumer à l'évaluation chiffrée.

C'est d'ailleurs dans cet esprit de bienveillance, d'équité et de responsabilité que le SE-Unsa privilégie le contrôle continu pour la validation des examens.

Il pourrait être complété par une ou plusieurs épreuves de contrôle/rattrapage pour tout ou partie des candidats n'ayant pas été reçus aux examens qui ont un impact sur la poursuite d'études ou l'insertion professionnelle (CAP, Bac et BTS).

Nous demandons enfin une adaptation du nombre de semaines de PFMP requis pour la validation des diplômes de la voie professionnelle.